



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi

Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

89^e Session du Conseil exécutif

Déclaration

prononcée par S.E. Heinz Walker-Nederkoorn
Représentant permanent de la Suisse
auprès de l'OIAC

Point 5 : Débat Général

La Haye, 9 - 12 octobre 2018

Check against delivery

Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons

89th Session of the Executive Council

Statement

by H.E. Heinz Walker-Nederkoorn
Permanent Representative of Switzerland
to the OPCW

Item 5 : General Debate

The Hague, 9 - 12 October 2018

Madame la Présidente,

Permettez-moi en premier lieu de remercier le nouveau Directeur général pour sa déclaration. Nous lui transmettons nos meilleurs vœux pour l'exercice de son mandat. Il pourra compter sur le plein appui et l'entière coopération de la Suisse.

Ces cinq dernières années l'interdiction de l'emploi des armes chimiques a été mise à mal par leur utilisation répétée, que ce soit en Syrie et en Irak en tant que moyens de guerre, en Malaisie, ou encore au Royaume-Uni. Chaque violation de la norme porte atteinte à la crédibilité de la Convention pour l'interdiction des armes chimiques ("la Convention") en tant que pilier essentiel du droit international et du régime de non-prolifération. Il en va de notre responsabilité collective en tant que Parties à cette Convention de préserver l'intégrité de la Convention. Au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques ("l'OIAC"), nous devons réaffirmer que les violations de la Convention sont inacceptables, qu'elles doivent faire l'objet d'une enquête approfondie et que des mesures appropriées doivent être prises pour assurer le respect de la Convention.

Nous prenons note de la publication des deux rapports de la mission d'assistance technique ("TAV") déployée à la demande du Royaume-Uni. L'utilisation d'un agent neurotoxique de la catégorie des "Novitchok" est illégale, répréhensible et extrêmement préoccupante. Je tiens à réaffirmer que la Suisse a pleinement confiance dans les résultats de l'enquête menée par les autorités britanniques visant à faire toute la lumière sur les incidents de Salisbury et d'Amesbury. La Suisse appelle la Russie à fournir des informations pertinentes quant à l'origine de l'agent neurotoxique. Si la Fédération de Russie ou tout autre État possède des stocks d'armes chimiques de la classe des "Novitchok", ceux-ci doivent être immédiatement déclarés à l'OIAC et détruits sous sa supervision. Par ailleurs, le Conseil exécutif et l'Organisation dans son ensemble, devront examiner attentivement cette question à la lumière de la Convention et des tableaux de produits chimiques.

Madame la Présidente,

Le Gouvernement suisse est extrêmement préoccupé par l'implication d'agents de renseignement du gouvernement russe dans une tentative avortée de s'introduire dans le réseau informatique de l'OIAC en avril dernier. Le Laboratoire de Spiez en Suisse, l'un des laboratoires désignés de l'OIAC, était potentiellement également visé. Le Service de renseignement de la Confédération ("SRC"), en collaboration avec les autorités néerlandaises et britanniques, a participé à l'opération qui a mené à l'appréhension de quatre individus. Les attaques envers l'OIAC et son réseau de laboratoires désignés sont intolérables – et encore moins de la part de l'un de ses membres. De telles actions compromettent l'intégrité d'une organisation dont le but est d'éliminer les armes chimiques, interdites en droit international. Partant, elles affaiblissent à la fois les institutions multilatérales qui en sont l'expression et la mise en œuvre du droit international.

La Suisse demeure très préoccupée par les rapports de la Mission d'établissements des faits ("FFM") attestant de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie. S'agissant de la déclaration initiale syrienne, la Suisse a pris note du dernier rapport de l'Équipe d'évaluation des déclarations ("DAT") et déplore le manque de progrès substantiel constaté. Face à l'échec du renouvellement du Mécanisme d'enquête conjoint OIAC-ONU relatif à l'emploi d'armes chimiques par la République arabe syrienne ("JIM"), la Suisse a soutenu en juin la décision de la Conférence des Etats parties d'établir au sein de l'OIAC un mécanisme visant à identifier l'origine des armes chimiques utilisées, ainsi que les parties responsables de leur utilisation. Afin de réaliser la mise en œuvre effective de cette décision, nous devons fournir à l'OIAC les moyens nécessaires, en particulier financiers. C'est pourquoi mon gouvernement soutient le budget-programme pour 2019, ainsi que la proposition de créer un bureau d'attribution ("Office of attribution") présentés par le Secrétariat technique.

Madame la Présidente,

En novembre, les membres de l'OIAC se réuniront pour la quatrième Conférence d'examen. Nous sommes d'avis que le document final de la Conférence devra non seulement refléter les développements survenus au cours des cinq dernières années, mais aussi permettre à l'OIAC de demeurer un acteur pertinent et apte à faire face aux défis contemporains. Ma délégation participe activement aux discussions du Groupe de travail à composition non-limitée ("OEWG-RC") chargé de préparer la Conférence d'examen et nous souhaitons remercier l'ambassadeur Puja pour sa direction avisée. Face au constat concernant la destruction bientôt totale des armes chimiques déclarées, la prévention de la réémergence des armes chimiques est désormais au cœur des réflexions concernant le futur de cette organisation. Nous sommes en particulier convaincus de la nécessité d'entamer une discussion inclusive et ouverte sur les produits chimiques agissant sur le système nerveux central ("Central Nervous System-acting Chemicals") dans le cadre des organes décisionnels de

l'OIAC. Il est temps que l'organisation adresse cette préoccupation partagée par de nombreux Etats membres.

Madam Chairperson,

At the outset, let me thank the new Director-General for his statement. We wish him every success in the fulfillment of his mandate and assure him of the full support and cooperation of Switzerland.

For the past five years, the ban on the use of chemical weapons has been undermined by their repeated use, be it in Syria and Iraq as a means of warfare, in Malaysia, or the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. Every breach of the norm challenges the credibility of the Chemical Weapons Convention and the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW) as essential pillars of international law and the global disarmament and non-proliferation regime. It is our collective responsibility as States parties to this Convention to preserve its integrity. Within the realm of the OPCW, we need to reaffirm that violations of the Chemical Weapons Convention are not acceptable, that they must be thoroughly investigated and appropriate measures be taken to ensure compliance with the Convention.

We take note of the publication of the two reports of the OPCW Technical Assistance Visit (TAV), deployed at the request of the United Kingdom. The use of a nerve agent of the "Novichok" category is illegal, reprehensible and extremely concerning. I wish to reiterate Switzerland's full confidence in the results of the investigation conducted by the British authorities to shed light on the incidents of Salisbury and Amesbury. Switzerland calls on the Russian Federation to provide relevant information clarifying the origin of the nerve agent. Should the Russian Federation or any other State possess stockpiles of chemical weapons of the Novichok class, these must immediately be declared to the OPCW and destroyed under its supervision. Furthermore, the Executive Council and the Organisation as a whole must carefully consider how to address these toxic chemicals in the framework of the Convention and its schedules.

Madam Chairperson,

The Swiss government is extremely preoccupied by the involvement of intelligence operatives of the Russian government in an aborted attempt to hack into the OPCW computer networks last April. Spiez Laboratory, one of OPCW's designated laboratories, was also potentially targeted. The Federal Intelligence Service (FIS), in collaboration with the Dutch and British authorities, participated in the operation that led to the four individuals being apprehended. The attacks against the OPCW and its network of designated laboratories cannot be tolerated – even less so when they come from one of its members. Such actions compromise the integrity of an organisation whose purpose is to eliminate chemical weapons, banned under international law. As a result, they weaken both the multilateral institutions and the implementation of international law.

Switzerland remains very preoccupied by the reports of the OPCW Fact-Finding Mission (FFM) on chemical weapons use in Syria. With regard to Syria's initial declaration, Switzerland has taken note of the latest report of the Declaration Evaluation Team (DAT) and regrets the lack of substantial progress achieved. Given the fact that the Security Council failed to renew the mandate of the OPCW-UN Joint Investigative Mechanism (JIM), Switzerland supported the decision of the Conference of States Parties (CSP) to establish a mechanism within the OPCW that serves to identify the origin of chemical weapons used as well as the parties responsible for it. In order to effectively implement this decision, we must give the OPCW the necessary means, in particular financial ones. This is why my government supports the Programme and Budget 2019 as well as the proposal to establish an Office of attribution (OA), as presented by the Technical Secretariat (TS).

Madam Chairperson,

This November, OPCW Member States will gather for the Fourth Review Conference. We believe that the Conference outcome document should not only reflect the developments of the past five years, but also allow the OPCW to remain a relevant organisation that is fit for purpose, able to face today's challenges. My delegation is actively taking part in the discussions of the Open-ended Working Group for the Preparation of the Fourth Review Conference (OEWG-RC) and wishes to thank Ambassador Puja for his able leadership. In light of the near complete destruction of all declared chemical weapons, the prevention of the re-emergence of chemical weapons is at the heart of the debate regarding the future of this organisation. In particular, Switzerland firmly believes that it is necessary to engage in an inclusive and open debate on Central Nervous System-acting Chemicals (CNSaCs) within the framework of the decision-making bodies of the OPCW. It is high time for this Organisation to address a concern shared by many States Parties.